

ELEMENTS D'APPRECIATION DES RESULTATS DE L'ANNEE 2016

5 MARS 2016

INTRODUCTION

Les résultats provisoires de l'année 2016 révèlent, au vu des données disponibles, une situation économique et financière difficile, marquée, pour la deuxième année consécutive, par une faible activité économique, de fortes tensions sociales et financières et une altération notable des fondamentaux de l'économie.

Quelques signaux, plutôt positifs, sont, néanmoins, relevés et laissent entrevoir, sous réserve de confirmation, un redressement possible, dans le proche avenir, des différents paramètres de l'économie nationale. Ils concernent le secteur de l'agriculture en relation avec la réduction au cours des derniers mois du déficit pluviométrique, le secteur du tourisme qui enregistre, au début de l'année 2017, un regain d'intérêt de la part des agences internationales de voyages, l'industrie manufacturière compte tenu des indications sur la reprise des investissements dans ce secteur.

APPRECIATION DES DIFFERENTS INDICATEURS

1. Croissance du PIB

Croissance limitée à 1 pourcent au niveau du Produit Intérieur Brut

La croissance moyenne de l'année 2016 est évaluée par l'INS, au vu des données du quatrième trimestre, à 1 pourcent au niveau du PIB global. En excluant l'agriculture, la croissance serait de 2 pourcent grâce au redressement relatif des services (+ 2.7%) et, dans une moindre mesure, des industries manufacturières (+ 0.9%).

Comparativement à l'année 2015, il est relevé pratiquement la même croissance globale, de l'ordre de 1 pourcent, la même croissance des activités marchandes, de l'ordre de 0.6 pourcent, avec toutefois une sensible différence pour ce qui concerne la contribution des différents secteurs à cette croissance du PIB hors services administratifs.

En 2015, le secteur moteur a été l'agriculture qui a progressé de 12.5 pourcent mais l'impact sur l'emploi a été négatif ; la population occupée a même baissé de 11 000 emplois entre le quatrième trimestre de 2014 et le quatrième trimestre 2015 et la baisse serait de 22 000 emplois si l'on exclut les créations nettes dans l'administration.

La croissance de 2016 a pour origine les industries manufacturières et les services marchands avec un impact sur l'emploi positif ; la population occupée a augmenté de 29000 environ dans les activités marchandes¹. Il est à signaler la chute significative pour la deuxième année consécutive de la valeur ajoutée des industries non manufacturières imputable dans une large mesure à la forte baisse de la production des hydrocarbures en relation avec l'important ralentissement des investissements dans la recherche et l'exploitation pétrolière suite aux tiraillements politiques à propos des permis accordés aux compagnies étrangères :

En pourcentage	2015	2016
Agriculture et pêche	12.5	-8.1
Industries manufacturières	0.4	0.9
Industries non manufacturières	-4.1	-1.9
Services marchands	-0.6	2.7
Services non marchands	3.4	2.7
PIB	1.1	1.0
PIB hors agricole	-0.1	2.0
PIB hors services non marchands	0.6	0.6
Population occupée (activités marchandes)	-21 900	+29 000

Sur la base de ces résultats, la croissance du PIB serait de 1.4 pourcent en moyenne par an au cours de la période 2011-2016.

Le PIB par tête d'habitant en termes de parité de pouvoir d'achat² serait en 2015 de 11 500 dollars environ soit un niveau supérieur de 45 pourcent par rapport à celui du Maroc mais inférieur de 43 pourcent par rapport à celui de la Turquie et 20 pourcent par rapport à l'Algérie :

PIB par tête en PPA en dollars	2010	2015	Augmentation 2015/2010
Tunisie	10 226	11 467	+12.1%
Maroc	6 365	7 842	+23.2%
Algérie	12 637	14 717	+16.5%
Turquie	16 542	20 009	+21.0%
Portugal	27 361	29 689	+ 8.5%

¹ La population occupée selon l'INS est passée de 3402 mille au cours du 4^e trimestre de 2015 à 3436.7 mille au cours du 4^e trimestre 2016 soit une augmentation de 34.7 mille sur douze mois ; l'effectif de l'administration augmenterait selon les données fournies par le ministère des finances de près de 5700 employés dans la fonction publique ; les créations d'emplois dans les activités marchandes ressortent finalement à 34.7-5.7=29 mille emplois

² Source Banque mondiale sachant que la parité de pouvoir d'achat(PPA)est une méthode utilisée, sur le plan international, pour rendre comparable, en termes de pouvoir d'achat, les différentes devises nationales.

2. Emploi et Chômage

Maintien du chômage à un taux de 15.5 pourcent de la population active

Les données de l'année 2016 révèlent un début de redressement de l'emploi du secteur privé, comme cela est développé dans le paragraphe précédent. Cela n'est pas cependant suffisant pour stabiliser au moins le taux de chômage de la population active. Celui-ci se situe à 15.5 pourcent au cours du 4^e trimestre de 2016, en augmentation de 0.1 point par rapport à 2015 et de 0.5 point par rapport à 2014.

En milliers	4 ^e trimestre 2014	4 ^e trimestre 2015	4 ^e trimestre 2016
Population active	4 014.2	4 020.8	4 069.2
Population occupée	3 413.7	3 402.0	3 436.7
Nombre de chômeurs	601.0	618.8	632.5
Taux de chômage en %	15.0	15.4	15.5

En comparant la population occupée à fin 2016 avec celle de 2010, il se dégage que les créations nettes ont atteint, au cours des six dernières années, 148 mille emplois ; ce qui signifie, compte tenu de l'augmentation de l'effectif de la fonction publique, estimée à 122 mille³ environ entre 2010 et 2016 et de l'effectif des entreprises publiques, estimé à quelques 24 mille⁴ entre 2010 et 2015, une baisse de l'effectif des employés dans le secteur privé de 18 mille en six ans.

Ceci dit, l'aspect le plus préoccupant concerne l'évolution du chômage des diplômés du supérieur qui représente à la fin de 2016 près de 41.5 pourcent du total des chômeurs contre une proportion de 32 pourcent en 2010.

En pourcent de la population active	4 ^e trim. 2014	4 ^e trim.2015	4 ^e trim. 2016
Taux chômage des diplômés	30.4	31.2	31.6
- Hommes	21.7	20.7	20.1
- Femmes	38.7	41.1	41.5

A titre d'éclairage, le taux de chômage global au Maroc est, selon le Haut-Commissariat du Plan, de 10 pourcent au premier trimestre 2016 alors, que le taux de chômage des

³ Forum IBN KHALDOUN pour le développement : Eléments d'appréciation des finances publiques 2010-2016

⁴ Selon le ministère des affaires sociales, l'effectif total dans les entreprises publiques est passé de 143 811 en 2010 à 167 088 en 2015.

personnes ayant un diplôme niveau supérieur est de 21.8 pourcent, avec une disparité entre hommes et femmes moins prononcée que la Tunisie. Le taux des femmes diplômées est de 29.2 pourcent, soit un taux supérieur de 33 pourcent contre plus de 100 pourcent pour la Tunisie.

3. Inflation

Persistence des tensions au niveau des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation familiale augmente, entre décembre 2015 et décembre 2016, de 4.2 pourcent contre un glissement de 4.1 pourcent en 2015. Il est relevé :

- une augmentation des prix limitée à 1.4 pourcent pour les produits encadrés au prix d'une subvention du budget de l'Etat attendue pour 1600 MDT au profit de la caisse générale de compensation et 450 MDT au profit des sociétés publiques de transport des personnes ;
- un glissement des prix de 5 pourcent pour les produits non encadrés : soit 3.7 pourcent pour l'alimentation et 5.6 pourcent pour les produits non alimentaires ; Etant signalé que les grèves successives au niveau de l'école publique ont accentué la tendance haussière d'enregistrement des élèves dans les écoles privées et une forte tension entre l'offre et la demande. Le glissement des prix au niveau des dépenses des ménages au titre de l'éducation est, en année pleine, de 8.4 pourcent en décembre 2015 et de 7.2 pourcent en décembre 2016.

La comparaison entre l'évolution de l'inflation au regard de celle de la zone euro, d'une part, et le glissement du dinar par rapport à l'euro, d'autre part, est, à cet égard, très significative. Entre 2010 et 2016, l'indice général des prix a augmenté de 31.4 pour cent en Tunisie contre 7.4 pourcent seulement pour la zone euro, soit un écart entre les deux indices de 24 points environ ; la dépréciation du dinar par rapport à l'euro au cours de la même période a été de 25 pourcent, qui a permis, en fait, de stabiliser la parité réelle entre les deux monnaies :

	Indice prix Tunisie	Indice prix zone euro	Parité euro/dinar
Année 2010	100.0	100.0	1.8972
Année 2016	131.4	107.4	2.3740
Augmentation par an	4.7%	1.2%	3.8%

4. Investissement

Maintien de l'investissement global en deçà de la barre de 20 pourcent du PIB

Les indications partielles, disponibles à ce stade, permettent d'escompter la réalisation effective des prévisions établies dans le cadre du dernier budget Economique, soit un montant global en augmentation de 7 pourcent par rapport à 2015, représentant aux alentours de 19.5 pourcent du PIB aux prix courants.

Des signaux positifs sont relevés toutefois. Ils se reflètent, notamment, à travers l'augmentation significative des crédits ordonnancés au niveau du budget de capital de l'Etat⁵(+ 23% au cours des onze mois de 2016) et l'accroissement des déclarations des investissements⁶ de 45 pourcent dans les industries manufacturières et de 16 pourcent environ dans les services :

En MDT	2015	2016	Augmentation
Budget de capital de l'Etat pour onze mois	3571.0	4404.6	833.6
Investissements industriels déclarés	1271.7	2093.2	821.5
Investissements déclarés dans les services	1406.6	1628.9	222.3

Ces signaux ont, cependant, un impact encore relativement limité sur l'investissement global. La progression de celui-ci ne semble pas dépasser sensiblement le taux de 7 pourcent, au vu de l'augmentation des importations de biens d'équipement au cours de l'année 2016 (+8.3%) et les concours bancaires à l'économie au cours des onze mois de 2016 (+8.9%).

Augmentation de l'investissement direct étranger de 4.6 pourcent

Le flux des investissements directs étrangers a atteint 2057 millions de dinars⁷, soit l'équivalent de 866 millions d'euros. Ce montant sous-tend une augmentation significative du flux des IDE dans les industries manufacturières (+40.4 pourcent) face à une quasi-stabilisation des IDE dans l'énergie (-1 pourcent pour le montant en dinar) et une importante chute des IDE dans les services, de près de 40 pour cent.

⁵ Source portail ministère des finances : Résultats provisoires de l'exécution du budget de l'Etat à fin novembre 2016

⁶ Source : Bulletin de conjoncture de l'API décembre 2016

⁷ Bilan de l'investissement étranger www.investintunisia.tn/fr/conjoncture.asp

Il est à relever que le stock des IDE hors énergie⁸ à fin 2015 s'établit à 20.1 milliards de dinars, soit l'équivalent de 8.5 milliards d'euros. Il correspond à 3353 entreprises à capitaux étrangers employant près de 354 mille personnes dont près de 80 pourcent dans les industries manufacturières :

IDE hors énergie fin 2015	Nombre entreprises	IDE en M€ ⁹	Total emplois
Agriculture	81	79	2 842
Industries manufacturières	2 610	4 415	300 930
Tourisme	151	715	16 363
Autres services	511	3 238	34 261
Total	3 353	8 447	354 396
Dont Union Européenne	3 107	4 000	327 235
Pays du Golfe	90	3 440	17 793

A titre d'éclairage, le stock de l'ensemble des IDE à fin 2015 est, selon la CNUCED¹⁰ de 94.3 milliards de dollars pour l'Égypte, 48.7 milliards de dollars pour le Maroc, 32.9 milliards pour la Tunisie et 26.2 milliards pour l'Algérie. En comparant le stock des IDE entre 2010 et 2015, il ressort une faible augmentation pour la Tunisie et le Maroc et une forte augmentation pour l'Algérie et l'Égypte, comme le révèle le tableau suivant :

Stock IDE M\$	1990	2000	2010	2015	Augm2015/2010
Tunisie	7 615	11 545	31 364	32 911	+1.0% par an
Maroc	3 011	8 842	45 082	48 696	+1.6% par an
Algérie	1 563	3 379	19 540	26 232	+6.1% par an
Egypte	11 043	19 955	73 095	94 266	+5.2% par an

5. Exportation

Accroissement des exportations de biens de 5.6 pourcent

Les exportations augmentent, en valeur nominale, modérément en 2016, suivant un taux (5.6%) inférieur au glissement du dinar par rapport à l'euro (9%). Il est relevé une baisse des exportations agroalimentaires (- 23.1%), en relation avec le caractère cyclique de la

⁸ Rapport sur les IDE 2015 : « investir en Tunisie »

⁹ Taux de change en 2016 : 1€= 2,374 DT

¹⁰ Rapports CNUCED sur les IDE dans le Monde 2014 et 2016

production d'huile d'olives, une nouvelle baisse des exportations de pétrole (- 17.3%) cette fois-ci sous l'effet du fléchissement de la production, elle-même consécutive au ralentissement des investissements dans ce secteur comme cela est relevé dans le paragraphe précédent. En revanche les exportations au niveau des autres secteurs enregistrent une reprise, avec une augmentation de 12 pourcent pour les exportations en dinars, ce qui correspond à une hausse de près de 3 pourcent pour l'évaluation en euros, permettant d'amorcer un renversement de la tendance baissière des dernières années. La reprise demeure, cependant, insuffisante pour retrouver le montant des exportations en euros. L'écart par rapport à 2010 pour l'ensemble des exportations est de 12 pourcent ; l'écart pour les produits autres que l'énergie et l'agro-alimentaire est de 10 pourcent :

Exportations en MDT	Énergie	Agro-aliment.	Autres	Total	Total en M€
2010	3 314	1 651	21 672	26 637	13 900
2011	3 650	2 126	19 314	25 091	12 813
2012	4 450	2 065	20 033	26 548	13 220
2013	4 210	2 431	21 060	27 701	12 827
2014	3 742	2 297	22 368	28 407	12 607
2015	1 986	4 009	21 612	27 607	12 681
2016	1 643	3 083	24 419	29 145	12 277
2016/2010			+2% par an	+1.5%/ an	-2% par an

La principale conclusion qui se dégage de cette évolution est que, contrairement à la tendance des années 1990-2010, l'exportation progresse en nominal moins vite que le PIB aux prix courants ; ce qui a, pour conséquence, une réduction, d'année en année, de la part de l'exportation dans le PIB. La part était de 42.2 pourcent en 2010 ; elle est ramenée à 31.6 pourcent, soit pratiquement le niveau de l'année 2004 (31%).

6. Equilibre monétaire

Augmentation de 12 pourcent du refinancement de la BCT

Les données monétaires au 13 janvier 2017 font ressortir d'importantes tensions au niveau de l'équilibre monétaire sous l'effet, notamment, des créances sur l'Etat et du recours accru au cash comme moyen de paiement.

L'encours des bons du trésor assimilables émis par l'Etat augmente de 27 pourcent sur douze mois et les billets et monnaies en circulations de près de 27 pourcent ; ce qui a pour effet un recours accru au refinancement de la BCT qui augmente de 32.5 pourcent :

EN MDT	Au 13/01/2016	AU 13/01/2016	Augmentation
Billets en circulation	8 824	10 117	+1 293
Encours bon trésor Etat	9 125	11 570	+2 245
Refinancement BCT	5 574	7 389	+1 815

7. Balance des paiements

Balance des paiements courants accusant un déficit représentant 8.9 pourcent du PIB

La situation de la balance des paiements demeure, pour la troisième année consécutive, fortement tendue avec un déficit au niveau de l'ensemble des opérations courantes aux alentours de 9 pourcent du PIB.

En MDT	Rappel 2010	2014	2015	2016
Déficit courant extérieur	3 012.0	7 368.9	7 551.7	8 118.8
PIB	63 054.8	80 816	85 481	90 400 ¹¹
Taux du déficit/PIB	4.8%	9.1%	8.8%	9.0%

Le déficit de la balance commerciale continue à être élevé en raison, notamment, de l'essoufflement de l'exportation et des rigidités des importations ; sachant que le tiers des importations, soit 13.4 milliards de dinars, sont effectuées dans le cadre du régime d'admission temporaire, pour être transformées et, par la suite, réexportées :

En MDT	Rappel 2010	2014	2015	2016
Exportations	23 519.0	28 408.7	27 607.2	29 145.6
Importations	31 816.7	42 042.6	39 654.8	41 766.1
Déficit commercial	8.297.7	13.635.9	12 047.6	12 620.1
Déficit/PIB	13.16%	16.87%	14.09%	13.96%
Taux couverture	73.9%	67.6%	69.6%	69.8%

L'excédent de la balance des services subit les contrecoups de la chute des recettes touristiques en relation avec les attentats terroristes.

¹¹ Compte tenu de la dernière évaluation par l'INS de la croissance réelle du PIB qui ramène le taux de 1.5% à 1%

	Rappel 2010	2014	2015	2016
Recettes touristiques MDT	3 522.5	3 625.6	2 414.7	2 322.9
Recettes touristiques M€	1 857	1 609	1 109	978

De la sorte et Comparativement à l'année 2010, il est relevé à l'issue de 2016 une augmentation de près de 4 milliards de dinars au niveau du déficit des échanges de marchandises et une baisse de l'excédent des services et des transferts de revenus de plus de 2 milliards de dinars se localisant essentiellement au niveau du tourisme.

En MDT	Rappel 2010	2014	2015	2016 ^e
Balance commerciale	-8 297.7	-13 635.9	-12 047.6	-12 635.9
Balance des services ¹²	+5 271.7	+4 760.4	+2 775.4	+2.833.1
Dont recettes tourisme	(3 523)	(3 626)	(2 414)	(2 323)
Transfert revenus nets	+14.0	+1 506.6	+1 720.5	+1684.0
Solde courant extérieur	-3 012.0	-7 368.9	-7 551.7	-8 118.8

Les ratios de la dette extérieure s'en trouvent affectés. L'encours de l'ensemble de la dette extérieure à moyen et long terme est évalué à 48.8 milliards de dinars, soit environ 54 pourcent du PIB contre un taux de 48.2 pourcent en 2015 et 37 pourcent en 2010.

C'est le cas, également, des ratios relatifs aux réserves de changes ; Les avoirs en devises de la Banque centrale de Tunisie baissent de 1.8 milliards de dinars entre 2015 et 2016. Ils étaient de 14 102 MDT à fin décembre 2015 et représentaient 128 jours d'importations. Ils s'élèvent à 12 935 MDT à fin décembre 2016 soit 111 jours d'importations.

8. Finances Publiques

Déficit budgétaire réévalué à un taux de 6 pourcent du Produit Intérieur Brut

Les paramètres relatifs aux finances publiques subissent de plein fouet l'effet du ralentissement de la croissance économique et des contraintes en matière d'augmentation des salaires et des subventions au titre des produits de consommation de première nécessité et des services publics.

Les recettes fiscales augmenteraient, selon les résultats provisoires publiés par le ministère des Finances, de 1.2 pourcent seulement en 2016 contre une prévision initiale de 11.3 pourcent malgré le bon comportement des recouvrements au niveau de l'impôt direct sur les personnes physiques qui progressent de 20.7 pourcent. La décélération de la croissance a entraîné, en effet, une baisse de près de 38 pourcent des recettes au titre de impôts directs

¹² Le solde publié par la BCT est ajusté compte tenu de la comptabilisation des importations intégrant le coût des assurances et du fret ;

sur les sociétés, une diminution de 20 pourcent des revenus au titre des droits de douane et une faible augmentation, limitée à 1.6 pourcent, des recettes de la TVA, ce qui eut pour effet une forte baisse des recettes fiscales, de l'ordre de 1.9 milliard de dinars par rapport aux prévisions établies dans le cadre de la loi des finances initiales :

	Loi Finances initiale	Résultats	Ecart
Impôt revenus personnes physiques	5 390.0	5 942.9	+ 552.9
Impôt sociétés	3 388.0	1 633.9	-1754.1
Recettes des droits de douane	523.0	639.7	+ 116.7
Recette TVA	5 697.0	5 138.0	-559.0
Droits de consommation	2 277.0	2 174.2	-102.8
Autres impôts indirects	3 325.0	3 173.6	-151.4
Total recettes fiscales	20 600.0	18.702.3	-1 897.7

En revanche, les dépenses budgétaires se situent pratiquement suivant le niveau initialement prévu du fait des fortes rigidités dans les différents postes de dépenses ; sachant que 55 pourcent du Budget de l'Etat hors service de la dette est désormais alloué à la rémunération de la fonction publique. Il en résulte une forte réévaluation, de près de 48 pourcent, du déficit budgétaire réalisé en 2016. Celui-ci passe d'un taux de 4.8 pourcent du PIB en 2015 à un taux de 6 pourcent en 2016 :

En MDT	Rappel 2010	2014	2015	2016
Recettes fiscales	12 698.7	18 673.6	18 487.2	18 702.3
Pression fiscale en %PIB	20.14	23.10	21.63	20.7
Rémunérations	6 785.2	10 540.7	11 581.4	13 164.0
Rémunération/PIB en %	10.76	13.04	13.55	14.5
Déficit budgétaire	650.0	4 074.0	4 094.0	5 425.3
Déficit/PIB en% PIB	1.03	5.04	4.79	6.0

A titre d'éclairage, les rémunérations publiques représentent, en proportion du PIB près de 10.6 pourcent en 2015 pour le Maroc et 11.8 cent en 2014 pour le Portugal.

Dette publique de l'Etat atteignant 61.9 pourcent du Produit Intérieur Brut

L'encours de la dette publique à fin 2016 s'élève, selon les dernières évaluations¹³, à 55 870 millions de dinars, en augmentation de quelques 9 milliards de dinars par rapport à 2015, en raison d'une part, du recours accru aux ressources d'emprunts pour financer un déficit

¹³ Source rapport du ministère des finances sur la dette publique fin décembre 2016

budgetaire croissant et, d'autre part, de l'effet du glissement du dinar par rapport aux différentes devises de remboursement.

Sur cette base, la dette publique représente 61.9 pourcent du PIB en 2016 contre un taux de 54.9 pourcent une année auparavant et 40.7 pourcent en 2010.

Elle est constituée à hauteur de 65 pourcent par une dette extérieure, assortie d'un taux d'intérêt moyen de 2.7% et d'une maturité moyenne de 7.55 ans ; sachant que la moitié de la dette extérieure a pour origine les emprunts auprès des institutions financières régionales et internationales ; 34 pourcent de la dette provient du marché financier international ; le reste, soit 16 pourcent, est une dette contractée dans le cadre de la coopération bilatérale

Millions de dinars	2010	2014	2015	2016
Dette extérieure Etat	15 550	24 781	29 878	36.335
Taux/PIB	24.66%	30.66%	34.95%	40.19%

La répartition de l'encours par devises fait ressortir, en se basant sur les indications publiées par le ministère des Finances que près de 40 pourcent de la dette extérieure de l'Etat est libellée en euros, 32 pourcent en dollars et 14 pourcent en yen japonais.

La dette publique intérieure, qui représente 35 pourcent de la dette publique totale, porte un taux d'intérêt moyen de 6.8% et a une maturité moyenne de 5.77 ans. Elle est constituée, par ailleurs, de 58 pourcent par des bons du trésor assimilable et 33 pourcent par l'utilisation des dépôts de la trésorerie générale de Tunisie.

Comparativement à 2010, la dette publique s'est creusée de 20 points du PIB, dont 15 points au niveau de la dette publique extérieure.

CONCLUSION

Les différents paramètres mesurant la situation économique et sociale de l'année 2016, qui viennent d'être présentés, montrent l'urgence de l'accélération du processus de réformes tel qu'identifié dans le cadre du nouveau plan de développement, pour confirmer les quelques signaux de reprises relevés au cours des derniers mois et briser le cercle vicieux de stagflation et d'endettement dans lequel le pays se trouve enlisé.

Trois grandes priorités paraissent s'imposer pour 2017 pour permettre au pays d'amorcer le redressement des fondamentaux et de s'insérer, de nouveau, dans un cercle vertueux d'accélération de l'investissement, de création d'emplois et d'amélioration de revenus dans le cadre d'équilibres financiers viables.

La première priorité concerne l'investissement à travers, notamment :

- la mise en vigueur, avec la célérité requise, de la nouvelle loi de l'investissement et de la loi relative aux procédures collectives de redressement des entreprises en difficulté et de simplification du système de faillite ;

-la résorption des entraves freinant le développement des activités du secteur privé organisé en simplifiant les procédures et en réduisant les coûts des différentes prestations requises par l'entreprise et des obligations qui lui sont imposées ;

- l'engagement rapide des grands projets structurants inscrits dans le cadre du Budget de l'Etat et de celui des entreprises publiques, en particulier l'extension du port de Radés.

La seconde priorité concerne les Finances Publiques avec la mise en œuvre des orientations annoncées par le gouvernement pour rétablir l'équilibre à long terme du système de sécurité sociale, redresser la situation des entreprises publiques et faire retrouver à l'administration publique son efficience.

La troisième priorité concerne les mécanismes de soutien et d'aide sur le plan social. Avec le temps, les programmes se sont multipliés : familles nécessiteuses, politique active d'emploi, subvention des produits de première nécessité, subvention de l'énergie... Un audit de la portée de ces programmes, du coût de leur gestion, de leur impact sur les populations cibles gagnerait à être engagée à l'effet d'identifier les mesures susceptibles d'en simplifier les mécanismes et d'en renforcer l'efficacité notamment, en matière d'éradication de la pauvreté et de renforcement de la classe moyenne.

ANNEXE I :

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

(En millions de dinars sauf indications contraires)

	2010	2014	2015	2016
PIB aux prix du marché	63 054.8	80 816.0	85 481.0	90 400 ^e
Population occupée en milliers	3 277.4	3 413.7	3 402.0	3 436.7
Population en chômage en milliers	491.8	600.5	618.8	632.5
Taux de chômage global	13.0%	15.0%	15.4%	15.5%
Taux de chômage des diplômés	22.9%	30.4%	31.2%	31.6%
Exportations de biens	23 519.0	28 408.7	27 607.2	29 145.6
Recettes touristiques	3 522.7	3 625.6	2 414.7	2 322.9
Revenus du travail	2 953.4	3 983.8	3 867.1	3 870.2
Déficit commercial	8 297.7	13 635.9	12 047.6	12 620.1
Déficit courant extérieur	3 012.0	7 368.9	7 551.7	8 118.8 ^e
Flux IDE	2 165	1 806	1 965	2 057.2 ^e
Dettes extérieures moyen-long terme ¹⁴	23 582	36 512	42 009	48 807
Taux dette extérieure/RNDB	37.3%	46.2%	51.3%	54.0%
Service dette extérieure moyen-long terme	3 233	2 979	3 258	4 218
Service dette/ recettes courantes	9.2%	7.1%	8.3%	10.3%
Budget General de l'Etat	17 883.6	27 317.6	26 862.0	29 118.2
Budget de fonctionnement	10 001.0	17 284.7	17 227.7	18 429.2
Rémunérations	6 785.2	10 540.7	11 581.4	13 164.0
Subventions	1 500.0	4 154.2	2 882.9	2 210.7
Budget de capital de l'Etat	4 302.2	4 791.7	4 789.8	5 437.8
Investissements directs	1 429.2	1 633.7	2 355.9	2 797.2
Service dette publique	3 616.1	4 864.9	4 613.3	5 053.3
-dette extérieure	2 049.5	1 638.3	1 864.5	2 198.8
-dette intérieure	1 566.5	3 226.6	2 748.8	2 854.5

¹⁴ La dette extérieure à court terme est évaluée à 13 340 MDT à fin 2015 soit 16% du revenu national disponible brut

Suite du tableau de l'annexe I	2010	2014	2015	2016
Recettes propres de l'Etat	14 823.2	20 360.2	20 160.7	21 245.5
Recettes fiscales	12 689.7	18 673.6	18 487.2	18 702.3
Pression fiscale/PIB	20.1%	23.1%	21.6%	20.7%
Impôts directs salaires et traitement	2 005.5	3 259.9	3 548.5	4 106.5
Impôts directs pour non-salariés	594.5	835.4	1 426.3	1 836.4
Impôts directs sur les sociétés	2 432.6	4 074.1	2 840.8	1 633.9
Recettes TVA	3 749.8	5 106.5	5 057.3	5 138.0
Droit de douane	563.9	825.3	825.2	639.7
Dons, privatisation et revenus confiscation	54.1	466.1	362.2	546.5
Déficit budgétaire	650	4 074	4 094	5 425.3
Déficit/PIB	1.0%	5.0%	4.8%	6.0
Dettes publiques	25 640	41 054.4	46 923.2	55 870.5
Dettes publiques/PIB	40.7%	50.8%	54.9%	61.9%
Réserves de change	13 002.9	13 097	14 102	12 935
Nombre de jours d'importation.	149	112	128	111
Taux de change du dinar en moyenne				
- Euros	1.897	2.253	2.177	2.374
- Dollars US	1.432	1.700	1.962	2.174

ANNEXE II :

CLASSEMENT DE LA TUNISIE SUR LE PLAN MONDIAL

	Tunisie	Maroc	Algérie	Portugal
Revenu PPA par tête¹⁵ en \$ us 2015	10 773	7 369	13 823	26 514
Classement par rapport à 189 pays	92 ^e	111 ^e	73 ^e	40 ^e
Indice Développement humain¹⁶	0.725	0.647	0.745	0.843
Classement par rapport à 187 pays	97 ^{eme}	123 ^{eme}	83 ^{eme}	41 ^{eme}
Indice Bonheur Intérieur¹⁷ brut	4.805	5.235	5.872	5.195
Classement par rapport à 157 pays	102 ^e	84 ^e	53 ^e	89 ^e
Indice Facilitation des affaires¹⁸ 2017	64.89	67.5	47.76	77.40
Classement par rapport à 190 pays	77 ^e	68 ^e	156 ^e	25 ^e
Indice Compétitivité Economique¹⁹	3.92	4.20	3.98	4.48
Classement par rapport 138 pays	95 ^e	70 ^e	87 ^e	46 ^e
Taux global taxation en % profit²⁰	60.2	49.3	65.6	39.8
Classement par rapport à 190 pays	171 ^e	149 ^e	179 ^e	113 ^e
Indice de transparence ²¹	41	37	34	62
Classement par rapport à 176 pays	75 ^e	90 ^e	108 ^e	29 ^e

¹⁵ Source Banque Mondiale année 2015

¹⁶ Source PNUD

¹⁷ Source World Happiness Report mars 2017

¹⁸ Rapport Doing Business 2017

¹⁹ Source the Global Competitiveness Report 2016-2017

²⁰ PAYING TAXES DOING BUSINESS 2017

²¹ L'indice de perception de la corruption est calculé sur la base d'une enquête auprès des hommes d'affaires : l'indice 100 indique l'absence de pots de vin ; l'indice 0 une corruption systématique